



# Assemblée générale

Distr. générale  
27 janvier 2022  
Français  
Original : anglais

## Conseil des droits de l'homme

### Quarante-neuvième session

28 février-1<sup>er</sup> avril 2022

Points 3 et 5 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,  
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,  
y compris le droit au développement**

**Organismes et mécanismes de protection des droits de l'homme**

## **Troisième session du Forum sur les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit**

### **Rapport de la Présidente**

#### *Résumé*

Conformément aux résolutions 28/14 et 40/9 du Conseil des droits de l'homme, le Forum sur les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit a tenu sa troisième session à Genève les 16 et 17 novembre 2021 sur le thème « L'égalité d'accès à la justice : un élément nécessaire de la démocratie, de l'état de droit et de la protection des droits de l'homme ». Le présent rapport rend compte des débats qui ont eu lieu ainsi que des conclusions et recommandations qui en sont issues.



## I. Introduction

1. Dans sa résolution 28/14, le Conseil des droits de l'homme a décidé de créer le Forum sur les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit afin, d'une part, d'offrir un espace de promotion du dialogue et de la coopération concernant les questions ayant trait aux relations entre ces domaines et, d'autre part, de recenser et d'analyser les pratiques optimales, les problèmes rencontrés et les possibilités à exploiter qui se dégagent de l'action menée par les États pour garantir le respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit. Dans sa résolution 40/9, il a décidé que le thème de la troisième session du Forum serait « L'égalité d'accès à la justice : un élément nécessaire de la démocratie, de l'état de droit et de la protection des droits de l'homme ».
2. Toujours dans sa résolution 28/14, le Conseil des droits de l'homme a prié le Président du Conseil de désigner un président du Forum pour chaque session. La Directrice générale de l'Organisation internationale de droit du développement, Jan Beagle, a été nommée Présidente de la troisième session.
3. L'ordre du jour provisoire annoté<sup>1</sup> de la troisième session du Forum a été établi avec le concours des parties prenantes<sup>2</sup>. On trouvera dans le présent rapport une synthèse des débats qui ont eu lieu, ainsi que les recommandations formulées.
4. La troisième session du Forum s'est tenue à Genève les 16 et 17 novembre 2021, et certains participants y ont assisté en ligne. Elle a réuni des représentants d'États, d'institutions spécialisées des Nations Unies, d'organismes régionaux et intergouvernementaux, d'institutions nationales des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales.

## II. Ouverture du Forum

5. Dans ses observations liminaires, la Présidente du Conseil des droits de l'homme, Nazhat Shameem Khan, a rappelé que dans sa résolution 28/14, le Conseil avait souligné qu'il importait d'entretenir le dialogue sur les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit, et que le Forum offrait un cadre propice à ce dialogue et à la coopération sur ces questions. Depuis sa création, le Forum permettait d'échanger, dans la compréhension et le respect mutuels, sur l'expérience acquise, les difficultés rencontrées et les bonnes pratiques adoptées dans le cadre de l'action menée pour faire respecter les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit. En choisissant pour thème « L'égalité d'accès à la justice », le Conseil avait reconnu la place centrale de l'accès à la justice dans la démocratie et l'état de droit. Il avait en outre réaffirmé, dans sa résolution 46/4, que l'indépendance et l'impartialité de la magistrature, l'intégrité du système judiciaire et l'existence d'un barreau indépendant étaient essentielles à la protection des droits de l'homme, à l'état de droit, à la bonne gouvernance et à la démocratie, ainsi qu'à une administration de la justice exempte de toute discrimination. Le Conseil était déterminé à protéger les droits et la vie des personnes qui coopéraient avec l'Organisation des Nations Unies et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, et condamnait tout acte d'intimidation ou de représailles visant ces personnes ou groupes de personnes.
6. La Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a également fait observer que le thème de la troisième session du Forum revêtait une importance capitale pour les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit. L'accès à la justice était un pilier de la démocratie, en ce qu'il donnait à chacun la possibilité de demander des comptes aux décideurs. Il était également essentiel à l'état de droit car il permettait de statuer de manière équitable et indépendante sur les infractions aux normes que toute personne ou institution, publique ou privée, était tenue de respecter. En outre, l'accès à la justice était une expression des droits de l'homme puisqu'il était intrinsèquement lié aux droits à un recours utile, à l'égalité devant la justice, à un procès équitable ainsi qu'à l'égalité et à la non-discrimination, et contribuait également à la protection et à la promotion de tous les autres droits de l'homme. Enfin, l'accès à la justice était indispensable à la prévention des

<sup>1</sup> [A/HRC/FD/2021/1](#).

<sup>2</sup> Disponible à l'adresse [www.ohchr.org/democracyforum](http://www.ohchr.org/democracyforum).

violations des droits de l'homme, elle-même essentielle au maintien de la paix et du développement, ce dont témoignait l'inclusion de l'accès à la justice dans l'objectif de développement durable n° 16. En 2019, la Task Force on Justice avait constaté que plus de cinq milliards de personnes ne bénéficiaient pas d'un véritable accès à la justice<sup>3</sup>. Les personnes marginalisées étaient les premières victimes de cette « fracture judiciaire mondiale » et la discrimination systématique fondée sur l'appartenance ethnique, la race, le genre ou le statut économique était souvent au cœur du problème. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) avait aggravé ces problèmes, qui existaient de longue date, et les mesures d'exception imposées en réponse à la pandémie avaient limité l'accès aux tribunaux au moment où le contrôle, la protection et les services juridiques étaient justement les plus nécessaires. Ces restrictions érodaient la confiance des citoyens dans les institutions. Comme l'avait fait observer le Secrétaire général, la justice était une composante essentielle du nouveau contrat social<sup>4</sup>. Aussi était-il urgent d'améliorer le fonctionnement du système judiciaire et de rendre la justice véritablement accessible à tous. Il fallait pour cela rétablir la confiance en veillant à ce que les institutions publiques soient réellement inclusives, réactives, efficaces et responsables devant tous les membres de la société. Une réelle participation était indispensable pour que les systèmes de justice tiennent davantage compte des questions de genre, soient plus durables et répondent mieux aux besoins de chacun sans discrimination. La justice devait être axée sur l'être humain, ce qui supposait de faire des besoins des personnes et des solutions qu'elles proposaient la clef de voûte des institutions judiciaires. Il fallait en outre garantir l'indépendance des systèmes judiciaires et protéger les juges, les avocats et les procureurs de toute ingérence, pression ou menace susceptible de nuire à l'impartialité de leur travail.

7. La Présidente de la troisième session du Forum, Jan Beagle, a déclaré que l'accès à la justice, pourtant essentiel à une bonne gouvernance et à la réalisation des droits de l'homme, demeurait hors de portée pour bien trop de personnes. L'Organisation internationale de droit du développement avait tiré trois enseignements de ses activités de promotion de l'état de droit et de l'accès à la justice. Premièrement, pour résorber la fracture judiciaire, il fallait partir de la base et doter la population des outils et des connaissances dont elle avait besoin pour faire valoir ses droits, ce qui nécessitait de mobiliser les systèmes de justice coutumière et informelle, qui arbitraient plus de 80 % des litiges dans le monde. Il importait au plus haut point d'établir des ponts entre ces systèmes et les autorités judiciaires formelles et de faire en sorte qu'ils respectent davantage les droits des femmes, des jeunes, des minorités et d'autres groupes que les structures de pouvoir traditionnelles avaient tendance à marginaliser. Deuxièmement, cette fois en partant du sommet, il était essentiel de rendre les institutions plus efficaces, accessibles, responsables et réactives. Dans le cadre de sa collaboration avec les institutions judiciaires, l'Organisation internationale de droit du développement avait constaté qu'il importait que chaque pays s'approprie les solutions adoptées et que celles-ci soient conçues pour répondre aux exigences et aux besoins locaux. Au Burkina Faso et au Mali, dans un dispositif local innovant baptisé *cadres de concertation*, des fonctionnaires de justice pénale, des chefs traditionnels et des représentants de la société civile se réunissaient en vue de recenser les problèmes de justice pénale prioritaires, d'en discuter et d'élaborer des solutions communes. Troisièmement, il fallait donner la priorité à celles et ceux qui risquaient le plus d'être laissés pour compte. La pandémie de COVID-19 touchait plus durement les personnes déjà en situation de pauvreté et d'exclusion et risquait de réduire à néant plusieurs décennies d'avancées difficilement obtenues en matière de développement, en particulier pour les femmes, les filles et les jeunes en général. L'état de droit était un élément clef de la lutte contre les formes multiples de discrimination croisée et il était primordial d'investir dans les services judiciaires les plus importants pour les femmes, notamment les tribunaux des affaires familiales, les prestataires d'aide juridictionnelle et les tribunaux chargés des petits litiges. Si elle avait mis en lumière les conséquences de plusieurs décennies de sous-investissement dans les systèmes de justice et élargi la fracture judiciaire, la pandémie de COVID-19 était en même temps l'occasion d'innover et de réfléchir à d'autres manières de renforcer les systèmes de justice grâce à une meilleure compréhension des besoins des

<sup>3</sup> *Justice for All: Final Report* (New York, Centre de coopération internationale, 2019). Disponible à l'adresse <https://www.justice.sdg16.plus>.

<sup>4</sup> [A/75/982](#).

personnes et à un engagement renouvelé à défendre leurs droits humains. Une approche de la justice centrée sur l'être humain permettrait de promouvoir les droits de l'homme, de renforcer la confiance et de remédier aux causes profondes de nombreux problèmes mondiaux, tels que la corruption, la précarité et les inégalités.

### **III. L'égalité d'accès à la justice : fondement des droits de l'homme, de la démocratie, de l'état de droit et du développement durable**

#### **A. Débats**

8. Les débats sur le point 2 de l'ordre du jour étaient animés par la Présidente de la troisième session du Forum. Les intervenants étaient Janine M. Otálora Malassis, juge au Tribunal électoral du pouvoir judiciaire de la Fédération du Mexique, et Clément Nyaletsossi Voule, Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association. Les débats portaient sur l'accès à la justice comme fondement de systèmes de gouvernance basés sur les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit. Les participants se sont penchés sur l'importance centrale, pour la gouvernance démocratique et l'état de droit, de systèmes de justice efficaces, inclusifs et axés sur les droits de l'homme. Ils ont souligné que l'accès à la justice pouvait préserver la participation en protégeant l'espace démocratique et garantir des processus électoraux honnêtes reflétant la volonté librement exprimée du peuple.

9. Le Rapporteur spécial a redit l'importance de l'accès à la justice pour l'exercice des droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association<sup>5</sup>. Il a fait remarquer que chaque année, des personnes étaient tuées, blessées ou agressées sexuellement partout dans le monde lors de manifestations réprimées par des représentants de l'ordre faisant un usage illégal et excessif de la force. Ces actes demeuraient largement impunis faute d'accès à la justice et d'un pouvoir judiciaire indépendant. Outre qu'elles portaient atteinte aux droits des personnes, les entraves à l'accès à la justice dans le contexte de manifestations pacifiques avaient pour effet de limiter le discours social en décourageant la population de participer à des rassemblements et en restreignant l'espace civique. Diverses mesures et politiques législatives, judiciaires, administratives, budgétaires et éducatives s'imposaient afin de garantir l'application du principe de responsabilité et l'accès aux voies de recours. Le Rapporteur spécial a formulé des recommandations à cet égard. Il a souligné que les entraves à l'accès à la justice dans le contexte de manifestations pacifiques comprenaient les obstacles aux mécanismes permettant de faire appel des décisions limitant ou interdisant les rassemblements, l'absence de moyens d'identifier les agents des forces de l'ordre, l'impossibilité pour un manifestant d'accéder aux services d'un avocat immédiatement après son arrestation et le rejet des demandes d'accès à tous les fichiers et documents de police utiles. Pour remédier à la situation, il était important que les violations des droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association fassent l'objet d'enquêtes systématiques, exhaustives et indépendantes. Eu égard au rôle essentiel des avocats et autres juristes dans ce contexte, le Rapporteur spécial a renvoyé les participants aux directives à l'usage des avocats pour favoriser des rassemblements pacifiques (*Guidelines for lawyers in support of peaceful assemblies*), qu'il avait présentées au Conseil des droits de l'homme en 2021<sup>6</sup>. Là où les avocats pouvaient faire leur travail, les manifestants étaient plus respectueux des lois et les forces de l'ordre se livraient à moins d'actes de violence et de répression. Les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme étaient également importants pour les victimes qui n'avaient pas accès à une justice indépendante, impartiale et efficace au niveau national. Enfin, le Rapporteur spécial a souligné qu'il importait de garantir l'accès à une aide juridictionnelle, notamment aux personnes les plus vulnérables, et que l'accès à la justice devait être considéré comme un élément fondamental du droit à la protection juridique.

<sup>5</sup> A/HRC/47/24.

<sup>6</sup> A/HRC/47/24/Add.3.

10. M<sup>me</sup> Otálora Malassis a souligné qu'il importait de protéger les droits politiques. La démocratie n'était possible que si tous les citoyens, notamment les personnes et les groupes traditionnellement marginalisés, avaient accès à la justice électorale. À cet égard, des efforts avaient été déployés pour faire respecter l'autonomie des peuples autochtones et leur droit à l'autodétermination en veillant à ce que les affaires les concernant soient jugées dans une perspective interculturelle, en promouvant les droits humains, en particulier ceux des femmes, dans les systèmes réglementaires internes des municipalités autochtones et en favorisant l'accès des autochtones à la justice. Au Mexique, le Bureau du Défenseur public électoral pour les peuples et communautés autochtones était chargé de dispenser à titre gracieux des conseils politiques et électoraux aux peuples et communautés autochtones. En outre, le Tribunal électoral avait facilité l'accès des femmes à la justice en travaillant à la parité des sexes et en luttant contre la violence politique fondée sur le genre. Il était essentiel de garantir l'accès à la justice des femmes et des peuples autochtones et de leur reconnaître la qualité pour agir. Les décisions de justice mettant en avant l'importance de l'égalité étaient précisément les mieux à même de rendre la société plus inclusive, plus démocratique et plus juste. M<sup>me</sup> Otálora Malassis a souligné que les traités internationaux jouaient un rôle important dans l'accès à la justice des groupes traditionnellement marginalisés. Au Mexique, des juges s'étaient appuyés sur des conventions internationales et régionales pour protéger l'autonomie des communautés autochtones et le droit de ces dernières de donner leur consentement préalable, libre et éclairé sur les lois qui les concernaient, la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes et la protection des droits humains des groupes traditionnellement victimes de discrimination. Tous les juges devaient voir dans les traités internationaux un bien universel important qu'il leur appartenait de mettre à profit dans leur travail afin de protéger et de promouvoir les droits de l'homme et de rendre les démocraties plus égalitaires.

11. Au cours des débats, des participants ont souligné que l'accès à la justice, le contrôle judiciaire et les procédures démocratiques participatives étaient nécessaires à la sauvegarde des principes démocratiques, surtout en période de crise. Certains voyaient en particulier dans l'existence d'une institution judiciaire compétente, indépendante et impartiale un pilier central de l'état de droit et de la protection des droits de l'homme et ont appelé au respect des Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature. Mention a été faite du rapport intitulé « Notre Programme commun »<sup>7</sup>, dans lequel le Secrétaire général avait souligné qu'il importait de réduire la fracture judiciaire et de renforcer la confiance dans la justice. En outre, il a été émis l'avis que l'accès à la justice pouvait préserver la participation en protégeant l'espace démocratique, notamment la liberté des médias.

12. Des participants ont insisté sur le fait que le droit à un recours et à une réparation en cas de violation des droits de l'homme devait être garanti. Ils ont débattu de la nécessité de promouvoir une culture de la responsabilité et de renforcer les mécanismes nationaux à cet effet, afin notamment que les auteurs de violations flagrantes des droits de l'homme répondent de leurs actes. L'importance des procédures de justice transitionnelle a été soulignée. Des participants ont mis en avant la nécessité de réformer les systèmes de justice afin que ceux-ci répondent aux besoins des personnes dans chaque pays et de porter une attention particulière au pluralisme juridique et au rôle des systèmes de justice autochtones.

13. Des participants ont examiné la dimension internationale de l'accès à la justice et fait observer que la pandémie avait révélé des inégalités entre les pays. Ils ont rappelé la recommandation du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, qui avait exhorté les États à considérer l'administration de la justice comme un service public essentiel pendant la pandémie. Enfin, des participants ont appelé de leurs vœux des mesures immédiates visant à atteindre toutes les cibles de l'objectif de développement durable n° 16.

## B. Recommandations

14. **Les États devraient adopter des mesures destinées à protéger l'indépendance du pouvoir judiciaire, conformément aux Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature. Ils devraient demander des comptes aux auteurs d'atteintes à l'indépendance des juges, des avocats, des procureurs et des fonctionnaires**

<sup>7</sup> A/75/982.

de justice, en particulier les menaces, les intimidations et les ingérences que ceux-ci subissaient dans l'exercice de leurs fonctions.

15. Afin de favoriser la bonne gouvernance et d'accroître la confiance dans les institutions judiciaires, les États devraient prendre des mesures visant à renforcer l'intégrité des magistrats et à prévenir les possibilités de les corrompre, conformément à l'article 11 de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Ils devraient promouvoir la transparence de la justice, notamment en facilitant le suivi des procès pour mettre en évidence tout dysfonctionnement et en définissant les mesures à prendre pour y remédier.

16. Les États devraient veiller à ce que les violations des droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association et les atteintes à ces droits, ainsi que les violences, menaces et attaques présumées contre des journalistes et des professionnels des médias fassent systématiquement et rapidement l'objet d'enquêtes approfondies et indépendantes, et que leurs auteurs soient traduits en justice. Ils devraient prévoir des mécanismes efficaces permettant aux victimes d'obtenir des réparations complètes et des garanties de non-répétition. De plus, les victimes, y compris les manifestants placés en détention, doivent pouvoir bénéficier rapidement, gratuitement et en toute confidentialité des services d'un avocat, si nécessaire.

17. Les États devraient faire en sorte que la loi prévoie des recours rapides et effectifs contre les décisions restreignant ou interdisant les rassemblements. Il s'agirait par exemple de procéder à un contrôle administratif ou de faire appel à un mécanisme de contrôle judiciaire indépendant, s'il y a lieu.

18. Les États devraient garantir une justice électorale rapide, adaptée et efficace qui soit applicable au calendrier électoral, afin d'assurer la protection du droit d'élire et d'être élu lors de scrutins périodiques honnêtes et du droit à un recours. Dans ce contexte, ils devraient en particulier veiller à garantir l'accès à la justice électorale des personnes et des groupes traditionnellement marginalisés, notamment les femmes, les peuples autochtones et les minorités, y compris les personnes d'ascendance africaine.

## **IV. Vers une justice véritablement accessible à tous**

### **A. Débats**

19. Les débats sur le point 3 de l'ordre du jour ont été animés par Ana María Suarez Franco, représentante permanente de FIAN International auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. Les intervenants étaient Claire Carlton Hanciles, Directrice exécutive de la Commission d'aide juridictionnelle sierra-léonaise, Joshua Castellino, Directeur exécutif de Minority Rights International, et Larry Salmon Pedro, avocat et membre du peuple autochtone Sumu-Mayangna du Nicaragua. Les débats portaient sur l'importance de la démarginalisation par le droit et les incidences des formes de discrimination croisée sur la capacité des personnes à accéder à la justice.

20. M. Castellino s'est dit conscient de la discrimination structurelle inhérente à la loi, soulignant qu'à l'origine le droit avait été façonné par les puissants pour protéger leurs intérêts. Les institutions juridiques et les préjugés ancrés avaient nui à l'état de droit, et la colonisation et les migrations forcées avaient aggravé la discrimination intrinsèque à la structure même du droit. En faisant respecter les droits de l'homme, on mettrait fin à la discrimination structurelle en ce qu'on réaffirmerait l'égale dignité de toutes et de tous, le principe selon lequel nul n'était au-dessus de la loi et le fait que la pleine participation de tous et toutes était essentielle à l'édification de démocraties équitables. Trois tendances influaient sur les lois et mettaient à mal les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit : la fragilisation du tissu social par la fragmentation et le chômage, l'essor des politiques identitaires et la fabrication de majorités unies par la haine. Le meurtre de George Floyd avait rappelé au monde entier la discrimination structurelle à l'œuvre dans les systèmes de justice pénale. Premièrement, il fallait que l'égalité en droit se traduise dans la pratique. Deuxièmement, il fallait renforcer l'état de droit car son affaiblissement, notamment dans le



contexte de la pandémie de COVID-19, avait permis à quelques-uns de s'enrichir injustement et de s'arroger l'essentiel du pouvoir. Troisièmement, il fallait que les démocraties relèvent le défi des revendications identitaires. M. Castellino a formulé un certain nombre de recommandations, s'inspirant notamment des textes issus de la huitième session du Forum sur les questions relatives aux minorités<sup>8</sup>. En conclusion, il était nécessaire de mettre l'accent sur trois axes fondamentaux : l'éducation, la formation et le renforcement des capacités, tant pour les institutions que pour les populations les plus exposées à la discrimination dans le système de justice pénale ; la mobilisation de la population, l'objectif étant qu'elle soit actrice de la justice et non simplement bénéficiaire de services ; l'élaboration d'objectifs axés sur la diversité afin que les institutions soient mieux à même de répondre aux besoins des communautés multiethniques, multiconfessionnelles et multilingues qu'elles servaient. Enfin, il fallait mettre en place des mécanismes de contrôle indépendants qui, dans le cadre d'une coopération technique avec l'État, s'emploieraient à débarrasser les sociétés de la haine, à protéger les droits de l'homme et à faire respecter la dignité et le travail de chaque personne.

21. M<sup>me</sup> Carlton-Hanciles a évoqué la démarginalisation par le droit des pauvres et des personnes marginalisées, en particulier des femmes et des filles, et les services offerts par la Commission d'aide juridictionnelle sierra-léonaise. Outre qu'elle améliorait la réputation internationale des États sur le plan des droits de l'homme, la création d'un système d'aide juridictionnelle légitime, fiable et abordable était capitale pour satisfaire les besoins juridiques des personnes en situation de vulnérabilité. Les personnes vivant sous le seuil de pauvreté, en particulier les femmes et les enfants, ignoraient souvent les droits que leur reconnaissait la loi ou n'étaient pas en mesure de les faire valoir, si bien qu'elles subissaient des violations des droits de l'homme, y compris des droits à la propriété, à l'alimentation et au logement. Créée en 2015, la Commission d'aide juridictionnelle sierra-léonaise fournissait des services abordables, accessibles et légitimes en temps opportun et de manière efficace. Elle était chargée de fournir aux personnes vivant dans la pauvreté une représentation en justice et une assistance juridique, ainsi qu'une éducation juridique et des moyens d'autonomisation, qu'il s'agisse d'affaires civiles ou pénales. Afin de réduire le nombre d'affaires civiles, la Commission était également habilitée à établir des groupes chargés du règlement extrajudiciaire des litiges. Elle assurait en outre la représentation en justice d'individus accusés et déclarés coupables déférés devant l'une des juridictions pénales de la Sierra Leone. M<sup>me</sup> Carlton-Hanciles a mentionné un certain nombre de bonnes pratiques élaborées par la Commission pour garantir l'accès des femmes et des filles à la justice. Celle-ci avait notamment lancé, en partenariat avec la police sierra-léonaise, une campagne contre la violence sexuelle et fondée sur le genre dans le contexte de la pandémie de COVID-19, encourageant les femmes à signaler toute maltraitance. De plus, elle coopérait étroitement avec les tribunaux officiels et informels, dans lesquels les droits des femmes et des enfants étaient souvent menacés. Compte tenu de l'existence de nombreuses lois coutumières, la Commission intervenait également comme médiateur dans des litiges relevant du droit coutumier, fortement empreints de logiques patriarcales, afin de garantir un accès égal des femmes à la justice. M<sup>me</sup> Carlton-Hanciles a également souligné l'importance des services d'éducation juridique et de démarginalisation par le droit, que la Commission fournissait dans le cadre de réunions-débats, de centres juridiques mobiles et d'émissions de radio locales. Elle a en outre insisté sur l'importance de l'aide juridictionnelle aux fins de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 16.

22. M. Salomon a évoqué les systèmes de justice autochtones en s'appuyant sur son expérience d'avocat et de membre du peuple autochtone Sumu-Mayangna du Nicaragua. Il savait gré aux États qui avaient entériné dans leur constitution le pluralisme juridique et l'existence de systèmes de justice autochtones. Si elle était muette sur les systèmes de justice autochtones, la constitution nicaraguayenne consacrait le principe de l'autodétermination des peuples autochtones, si bien que ces systèmes de justice voyaient leur rôle reconnu, mais dans le cadre restreint des infractions les moins graves. Il existait des lacunes dans les systèmes de justice autochtones et des tensions entre les normes étatiques et les normes coutumières, les premières primant souvent les secondes. De surcroît, les juges et les sages des communautés avaient tendance à privilégier la médiation et d'autres modes alternatifs de

<sup>8</sup> [A/HRC/31/72](#).

règlement des litiges, tandis que les décisions rendues par les juridictions ordinaires entraînaient généralement la mise en détention. Des difficultés surgissaient en outre lorsqu'un non-autochtone commettait un crime en territoire autochtone, l'État interdisant généralement que les systèmes de justice autochtones prononcent des peines contre des personnes ou des entités non autochtones présentes sur des territoires autochtones. Bien que la justice autochtone soit plus rapide et plus directe, de nombreux accusés choisissaient, s'ils le pouvaient, d'être jugés dans le cadre du système officiel, non pas parce que celui-ci offrait de meilleures garanties de procédure, mais parce qu'il se prêtait davantage à des manœuvres dilatoires par exemple.

23. Au cours des débats, les participants ont examiné la manière dont l'égalité d'accès à la justice contribuait à la protection et à la promotion d'autres droits de l'homme. Si l'on souhaitait comprendre quels groupes subissaient une discrimination systémique, il importait que les interventions de la justice se fondent sur des données et des faits tangibles. Des participants ont abordé la question de l'utilisation des lois antiterroristes comme moyen détourné d'empêcher l'accès à la justice pour des motifs discriminatoires et de poursuivre des militants politiques.

24. Des participants ont fait part de leur préoccupation concernant l'accès insuffisant à une aide juridictionnelle de qualité et la nécessité d'améliorer ces services. Ils ont appelé à adhérer aux Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale et examiné la menace que les mesures coercitives unilatérales pouvaient représenter pour l'état de droit international et les incidences directes qu'elles risquaient d'avoir sur l'accès à la justice. Ils ont également dénoncé le fait de charger des juridictions militaires d'enquêter sur des violations flagrantes de droits de l'homme et d'en poursuivre les auteurs, souligné que le recours aux systèmes de justice pénale ordinaire était préférable quand ces violations étaient commises par des militaires, et reconnu l'insuffisance des efforts faits pour garantir l'égalité d'accès à la justice des migrants, des femmes en particulier.

25. En conclusion, les intervenants ont souligné que le soutien à apporter aux populations victimes de discrimination variait en fonction de la situation et ne serait pas la même en période de conflit qu'en cas d'occupation, par exemple. Ils ont mis l'accent sur les asymétries juridiques, souvent héritées du colonialisme dont elles étaient le produit, et sur la nécessité d'une solidarité mondiale. Les victimes de violations des droits de l'homme résultant du non-respect des obligations extraterritoriales des États devaient elles aussi avoir accès à la justice. Enfin, les États devaient être tenus responsables s'ils ne respectaient pas les droits civils et politiques, ainsi que les droits économiques, sociaux et culturels.

## **B. Recommandations**

26. **Les États devraient lutter contre la discrimination et les manifestations de haine dans les secteurs public et privé. Conformément au droit international des droits de l'homme, ils devraient prévenir et réprimer les comportements racistes ainsi que l'incitation à la haine raciale, à la violence et aux crimes de haine avec toute la force de la loi et en affirmant leur autorité, y compris en contraignant les responsables à répondre de leurs actes.**

27. **Les États devraient garantir l'égalité de traitement dans le système de justice pénale, y compris en luttant contre les préjugés, les partis pris et les stéréotypes qui, dans les systèmes de maintien de l'ordre et de justice pénale, visent les minorités raciales, ethniques et religieuses, notamment les personnes d'ascendance africaine, en exigeant la prise en compte des questions de genre et en garantissant l'égalité de traitement des femmes et des filles. Les États devraient prendre des mesures pour évaluer et contrôler les systèmes de justice et leur partialité, tout en veillant à respecter leur indépendance. Ils devraient notamment mener des audits sur la discrimination, créer des mécanismes indépendants de contrôle, de plainte, de vérification de l'intégrité et de responsabilisation, et renforcer ceux qui existent déjà.**



28. Les États devraient prévoir des aménagements procéduraux, sous toutes leurs formes et dans toutes les procédures judiciaires, pour que les services, les infrastructures et les communications de justice soient accessibles à tous, notamment en veillant à ce que les lois et les politiques ne limitent pas l'accès à la justice sur la base d'un déni de capacité juridique par exemple. Ils devraient en particulier permettre aux personnes handicapées, qu'elles agissent en tant que requérants, défendeurs, témoins, jurés, experts, juges, avocats ou autres interlocuteurs du système de justice, d'exercer leur droit de participer à la vie publique et politique dans des conditions d'égalité avec les autres.

29. Les États devraient adopter des mesures de confiance, notamment en permettant à toutes les populations de participer à l'élaboration du système de justice pénale, afin que les institutions suscitent davantage la confiance, notamment auprès des minorités et des groupes marginalisés. Dans ce contexte, ils devraient garantir la diversité au sein des forces de l'ordre et des systèmes de justice pénale et renforcer la police de proximité.

30. Les États devraient mettre en place, à l'intention des agents des forces de l'ordre et des magistrats, des programmes obligatoires de formation, d'éducation et de renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme, notamment ceux des minorités, des femmes et des personnes handicapées. Ces programmes devraient être conçus et exécutés avec la participation des populations concernées.

31. Les États devraient suivre les directives internationales en matière de maintien de l'ordre et de justice pénale, notamment le Protocole du Minnesota relatif aux enquêtes sur les décès résultant potentiellement d'actes illégaux, les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois et les Principes et directives internationaux sur l'accès à la justice des personnes handicapées.

32. Les États devraient collecter des données, y compris sur l'accès à l'aide juridictionnelle, ventilées par sexe, âge, appartenance ethnique, statut migratoire ou situation de déplacement, handicap, religion, état civil, revenu, orientation sexuelle et identité de genre, et en faire un outil de diagnostic des dispositifs de maintien de l'ordre et de justice pénale afin de mettre au point des mesures plus efficaces pour remédier aux inégalités d'accès à la justice.

33. Les États devraient créer des dispositifs d'aide juridictionnelle en vue de fournir des services juridiques au civil comme au pénal. L'aide juridictionnelle devrait être efficace, durable, accessible à tous sans discrimination et disponible à tous les stades de la procédure. Les services d'aide juridictionnelle devraient être conçus en consultation avec les populations intéressées, pleinement accessibles et adaptés aux besoins de tous, y compris des femmes, des personnes handicapées, des peuples autochtones et des membres de minorités.

34. Les États devraient investir davantage dans l'éducation juridique et l'éducation aux droits de l'homme. Ils devraient également s'attacher à faire connaître les services d'aide juridictionnelle disponibles et la marche à suivre pour en bénéficier. La communauté internationale, les États et la société civile devraient encourager les prestataires d'aide juridictionnelle à constituer des réseaux afin d'échanger informations et bonnes pratiques.

35. Les États devraient veiller à ce que le principe du pluralisme juridique et le droit des peuples autochtones à disposer de leur propre système juridique soient inscrits dans leur constitution et dans d'autres dispositions juridiques. Ils devraient consulter les peuples autochtones pour définir des modalités optimales de dialogue et de coopération entre les systèmes autochtones et étatiques. Ils devraient également lutter contre les attitudes discriminatoires à l'égard des systèmes de justice autochtones.

36. Les États doivent faire figurer l'orientation sexuelle, l'identité de genre et les caractéristiques sexuelles parmi les motifs de protection dans les lois contre la discrimination et les crimes de haine. Ils ont l'obligation d'élaborer des cadres et des procédures juridiques et institutionnels qui facilitent l'accès à des mécanismes judiciaires indépendants et efficaces et garantissent une issue équitable aux personnes

**qui demandent réparation, sans discrimination d'aucune sorte. Ils sont également tenus de lutter contre l'impunité des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits, notamment en abrogeant toutes les lois et en mettant un terme à toutes les politiques qui autorisent, justifient ou tolèrent la violence et la discrimination visant les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes.**

## **V. Situations d'urgence : l'accès à la justice en temps de crise**

### **A. Débats**

37. Les débats sur le point 4 de l'ordre du jour ont été animés par Mark Stephens, Coprésident de l'Institut des droits de l'homme de l'Association internationale du barreau. Les intervenants étaient Mihaela Laura Radu, Présidente du Tribunal de Bucarest, Hadeel Abdel Aziz, Directeur exécutif du Justice Centre for Legal Aid (Jordanie), et Roselyn Hanzi, Directrice exécutive de Zimbabwe Lawyers for Human Rights. Ils ont parlé des stratégies mises en place par les institutions judiciaires pour garantir l'égalité d'accès à la justice en période de crise, notamment dans le contexte de la pandémie de COVID-19, ainsi que des difficultés rencontrées, et ont examiné les enseignements tirés de la réponse à la pandémie et la manière dont on pouvait s'en inspirer pour surmonter les crises à venir en se fondant sur les droits.

38. M<sup>me</sup> Radu a expliqué comment les institutions judiciaires avaient utilisé les technologies de l'information et des communications (TIC) pendant la pandémie de COVID-19. Le Tribunal de Bucarest, par exemple, avait dû adapter ses modalités de travail aux règles sanitaires instaurées après la déclaration de l'état d'urgence en Roumanie, tout en continuant de faire respecter le droit d'accès à la justice et le droit à un procès équitable. En outre, le Conseil supérieur de la magistrature et la Cour d'appel avaient établi et publié une liste de critères communs et non discriminatoires permettant de déterminer l'ordre de priorité des affaires. En application de ces critères, la priorité était par exemple donnée aux affaires liées à la protection des mineurs en matière civile, et aux affaires liées à une mise en liberté conditionnelle ou à des mesures de détention en matière pénale. Pour les affaires urgentes, les audiences avaient lieu à distance grâce aux TIC et on avait veillé à ce que les personnes qui n'avaient pas accès à ces technologies puissent joindre le tribunal par téléphone ou par courrier, ou prendre un rendez-vous en personne. Il importait d'encadrer clairement l'utilisation des outils de visioconférence. Au Tribunal de Bucarest, par exemple, ces outils étaient utilisés uniquement dans le cadre d'affaires urgentes et non confidentielles, avec le consentement de toutes les parties et de leurs avocats, jamais pour l'audition d'affaires sensibles concernant, par exemple, des cas de violence fondée sur le genre. S'il avait fallu limiter les audiences publiques et les audiences en présentiel, les journalistes et les membres du public étaient de nouveau autorisés à assister aux audiences depuis la fin de l'état d'urgence. Il était important de permettre aux avocats et à leurs clients de communiquer efficacement et en toute confidentialité lors des audiences à distance, par exemple en leur donnant la possibilité d'interrompre les connexions audio et vidéo. L'accès à l'aide juridictionnelle était également garanti pendant la pandémie, conformément aux lois nationales en vigueur. La pandémie avait été l'occasion pour les services informatiques des tribunaux de développer des applications numériques destinées à faciliter l'accès à la justice, notamment un système de classement électronique et des services d'enregistrement et d'archives en ligne.

39. M<sup>me</sup> Aziz a évoqué la capacité de la société civile à faire preuve de résilience et à s'adapter rapidement pour favoriser l'accès à la justice dans un contexte de crise. Les situations de crise devaient être prises en compte dès la conception des systèmes judiciaires. Ces derniers devaient également être pensés pour tenir compte des besoins des plus vulnérables, l'efficacité de la riposte à une crise devant être mesurée à l'aune de la capacité à répondre aux besoins des laissés pour compte. Les systèmes de protection et les systèmes judiciaires devaient être conçus pour être autonomes, car un système de protection trop dépendant du système judiciaire ou de la police n'avait pas la souplesse nécessaire pour atteindre les personnes qui avaient besoin de protection en situation de crise. Il était important de collecter des données désagrégées afin de repérer les éventuelles lacunes de l'offre de

services juridiques, dans le domaine de l'aide juridictionnelle en particulier, pour que les personnes les plus vulnérables aient accès à ces services. Si le recours à la technologie avait facilité l'accès aux audiences pour certains, il avait marginalisé encore davantage celles et ceux qui n'avaient pas accès à Internet ou à un smartphone. La démarginalisation par le droit était également essentielle pour que les personnes vulnérables et marginalisées fassent confiance aux institutions judiciaires. L'aide juridictionnelle devait être intégrée à l'architecture de tous les systèmes judiciaires. La société civile contribuait grandement à rendre les systèmes de justice plus humains et plus accessibles, et il importait à ce titre de combattre la tendance à la restriction de l'espace civique et à la répression des organisations de la société civile, ces dernières offrant des services essentiels en période de crise. Pendant la pandémie, le Justice Centre for Legal Aid avait notamment mis en service un numéro d'urgence permettant de solliciter une protection ou les services d'un avocat, lancé une campagne d'information sur la loi encadrant l'état d'urgence et sur les décrets connexes, et assuré un service d'appui aux migrants et aux personnes analphabètes qui doivent s'inscrire en ligne pour bénéficier des services d'aide sociale.

40. M<sup>me</sup> Hanzi a décrit les expériences vécues et les difficultés rencontrées en Afrique sur le plan de l'accès à la justice des victimes de violence fondée sur le genre, dans la sphère privée comme dans la sphère publique, notamment dans le contexte de la pandémie de COVID-19. En ce qui concernait la violence fondée sur le genre dans l'espace privé, il était possible que de nombreuses femmes n'aient pas pu accéder à la justice parce qu'elles n'avaient pas de revenus propres, et que les revenus étaient parfois contrôlés par les auteurs des violences eux-mêmes. La corruption était un problème majeur, de nombreuses victimes étant contraintes de verser des pots-de-vin aux fonctionnaires de justice pour faire avancer leur dossier. Dans le contexte des restrictions de déplacement et des confinements liés à la pandémie, les dispositifs permettant d'engager l'action pénale en cas de violence fondée sur le genre étaient rarement efficaces. Si certains pays, dont le Zimbabwe, avaient fini par accorder aux prestataires d'aide juridictionnelle le statut de travailleurs essentiels dans le contexte de la pandémie, la restriction des déplacements et l'indisponibilité de certains moyens de transport gênaient toujours le travail de la société civile. Les victimes de violence sexuelle et d'autres formes de violences physiques avaient parfois du mal à se faire soigner et à recueillir et conserver des preuves exploitables au pénal. Les retards dans l'administration de la justice et la non-priorisation des cas de violence fondée sur le genre ajoutaient aux difficultés<sup>9</sup>. De nombreux tribunaux africains n'avaient ni les moyens ni les outils nécessaires à l'organisation de procédures en ligne, à quelques exceptions près en Afrique du Sud et au Kenya. Des violences fondées sur le genre étaient également commises dans la sphère publique, en particulier contre des défenseuses des droits de l'homme. La fréquence de ces violences s'était accrue avec le déploiement des forces militaires chargées de faire respecter les mesures de confinement. Un autre motif de préoccupation était les mariages d'enfants, dont les institutions judiciaires ne s'étaient pas suffisamment occupées et dont le nombre avait augmenté pendant la pandémie. En conclusion, M<sup>me</sup> Hanzi a appelé l'attention sur la nécessité de créer des espaces dans lesquels les victimes et les rescapés d'actes de violence fondée sur le genre se sentent en sécurité et a fait remarquer que les services de ce type étaient souvent fournis par la société civile.

41. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont examiné en quoi l'indépendance du pouvoir judiciaire était essentielle pour garantir l'accès à la justice en période de crise. Il fallait partager les bonnes pratiques en matière d'accès à la justice en vue de se préparer à d'autres crises, de mieux répondre à la pandémie de COVID-19 et aux crises à venir et de mieux s'en relever. Les participants se sont penchés sur les possibilités offertes par les TIC ainsi que sur les problèmes que posaient ces technologies aux personnes les plus marginalisées, notamment dans le contexte de la fracture numérique que l'on observait à l'intérieur des pays et entre eux, et ont évoqué la nécessité de fournir aux systèmes de justice pénale des orientations sur l'utilisation des TIC.

<sup>9</sup> Commission de l'Union africaine, Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et Fonds des Nations Unies pour la population, « La violence basée sur le genre en Afrique durant la pandémie de COVID-19 » (2020).

42. Conscients de l'augmentation des cas de violence fondée sur le genre dans le contexte de la pandémie, les participants ont mis en avant le fait que les TIC pouvaient permettre aux victimes de ce type de violences d'obtenir une aide juridictionnelle. Les difficultés auxquelles se heurtaient les victimes de violence fondée sur le genre dans les situations de crise liées à des conflits ont également été évoquées. Il importait de renforcer les ministères publics nationaux afin de garantir le respect du principe de responsabilité et d'accroître le contrôle international à cet égard. Les participants ont également souligné qu'il était important de garantir l'accès des personnes handicapées à la justice.

43. Lorsqu'ils ont répondu aux questions, les intervenants ont souligné qu'il importait d'établir un cadre juridique adapté aux crises et aux besoins des plus vulnérables. Ils ont appelé à investir davantage dans les infrastructures et la formation, y compris les TIC, et souligné la nécessité de réduire les difficultés pratiques auxquelles se heurtaient différents groupes lorsqu'ils tentaient d'accéder à la justice en période de crise.

## **B. Recommandations**

44. Dans les situations d'urgence, les États devraient continuer à garantir le droit à un recours, le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et le droit à un procès équitable, conformément aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Les systèmes de justice devraient donc être conçus et adaptés de manière à garantir la préparation aux situations de crise. Les tribunaux doivent continuer, pendant et après les crises, à remplir leurs fonctions essentielles en offrant des recours utiles en cas d'application injustifiée, disproportionnée ou discriminatoire des mesures d'urgence, en assurant le contrôle des lois d'exception et en permettant que soient traitées les affaires urgentes. Le respect du principe de la primauté du droit était particulièrement important en ce qu'il permettait de mettre en place des stratégies de relèvement post-pandémie fondées sur les droits et contribuait à rétablir le contrat social dans les États et entre eux.

45. Les autorités judiciaires devraient définir des critères clairs, non discriminatoires et transparents qui permettent d'établir le degré de priorité des affaires et de repérer les cas urgents. Ces critères devraient être largement diffusés et portés à la connaissance des fonctionnaires des tribunaux, des professionnels du droit et du grand public. Toute mesure d'exception adoptée en réponse à une situation d'urgence devrait être limitée dans le temps et réexaminée régulièrement, notamment à la lumière des avis recueillis auprès des citoyens concernés.

46. La société civile devrait être associée à l'élaboration des plans de préparation aux situations de crise dans le secteur de la justice. Les autorités devraient communiquer toute mesure exceptionnelle adoptée en réponse à une crise donnée rapidement, clairement, précisément, par des moyens et dans des formats qui soient accessibles aux accusés, aux témoins, aux victimes et aux parties civiles, ainsi qu'aux avocats et au grand public. Les informations communiquées devraient inclure la nature de la mesure, son fondement juridique, le calendrier de son application et les éventuelles voies de recours.

47. Les États devraient renforcer les moyens techniques dont ils disposent pour améliorer l'accès à la justice, notamment en investissant dans des outils informatiques et numériques et en renforçant les capacités des fonctionnaires de justice en la matière. L'utilisation des TIC devrait être régie par des cadres juridiques et stratégiques clairs, établis en amont des crises, et respecter le droit international des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne l'égalité des sexes. Des mesures efficaces devraient être élaborées et appliquées en vue de réduire la fracture numérique, en particulier en ce qui concerne les femmes, les personnes handicapées, les personnes âgées, les habitants des zones rurales et les peuples autochtones.

48. Les États devraient veiller à ce que l'aide juridictionnelle soit disponible en continu et en toute sécurité dans les situations d'urgence, notamment grâce à des numéros d'urgence et à des services en ligne. Les États et la communauté internationale

devraient considérer l'aide juridictionnelle comme un élément essentiel de la réponse aux situations de crise, et non comme une simple mesure au service du développement.

49. Les États devraient reconnaître l'aide inestimable apportée par la société civile aux individus, en particulier les plus marginalisés, pour leur permettre d'accéder à la justice, et donner aux acteurs de la société civile qui fournissent des services d'aide juridictionnelle et de démarginalisation par le droit, y compris les assistants juridiques de terrain, le statut de travailleurs essentiels en période de crise.

50. Les États devraient créer un environnement motivant, favorable et sûr pour les représentants de la société civile, notamment en les protégeant contre toutes les menaces, attaques, représailles et actes d'intimidation contre eux ou des membres de leur famille, leurs associés ou leurs représentants légaux, que ce soit en ligne ou hors ligne, et en veillant à ce que ces actes fassent rapidement l'objet d'une enquête approfondie et impartiale, que les responsables soient traduits en justice et que des recours utiles soient disponibles.

51. Les États devraient faire en sorte que les victimes de violence fondée sur le genre aient accès en permanence à la justice ainsi qu'aux dispositifs et aux services de protection, notamment en traitant les affaires relatives à ce type de violence comme des urgences et en considérant les services aux victimes comme essentiels. Dans ce contexte, les États devraient veiller à ce que des services d'aide juridictionnelle soient mis à la disposition des victimes, que les rescapés continuent de bénéficier d'une aide médicale, psychosociale et économique et que la prise en charge clinique des cas de violence sexuelle, en particulier des viols (y compris conjugaux) puisse se faire en toute sécurité. Les prestataires de services, y compris les agents des forces de l'ordre, devraient être invités à redoubler de vigilance et formés pour mieux prendre en charge les victimes. Les États devraient veiller à ce que tout signalement d'acte de violence fondée sur le genre commises par un acteur étatique fasse l'objet d'une enquête, que les responsables soient poursuivis et punis et que les victimes obtiennent réparation.

52. En cas de crise sanitaire, les États devraient immédiatement prendre des mesures visant à réduire la surpopulation carcérale, notamment en appliquant les directives de l'Organisation mondiale de la Santé sur la distanciation sociale. Il conviendrait de libérer en priorité les enfants, les personnes ayant des problèmes de santé chroniques ou des affections de longue durée, les personnes présentant un risque faible, coupables d'infractions mineures, les personnes sur le point d'être remises en liberté et les personnes détenues pour des infractions non reconnues par le droit international. Les autorités devraient de toute urgence mettre en place des solutions non privatives de liberté et conformes au droit international, notamment pour la détention de migrants. Dans un contexte de crise, des mesures devraient être prises pour améliorer les conditions de détention, réduire la surpopulation et veiller au respect des normes internationales.

## VI. Élargissement de l'accès à la justice

### A. Débats

53. Les débats sur le point 5 de l'ordre du jour ont été animés par la Présidente de la troisième session. Les intervenants étaient Sara Hossain, Directrice exécutive du Bangladesh Legal Aid and Services Trust, Collette Flanagan, fondatrice de Mothers against Police Brutality, Lavanya Rajamani, professeure de droit international de l'environnement à l'Université d'Oxford et Pablo de Greiff, directeur du Transitional Justice Program et du Human Rights, Prevention, and Sustainable Peace Project au Center for Human Rights and Global Justice of the School of Law at New York University. Les débats ont porté sur la manière dont des systèmes de justice axés sur les droits de l'homme pouvaient corriger, au lieu de perpétuer, les injustices et les inégalités et servir d'instruments de prévention. Le groupe a examiné des témoignages de victimes sur leur expérience en matière d'accès à la justice et la manière dont la justice était parfois saisie dans l'objectif stratégique de sensibiliser le public à des problèmes actuels et d'y trouver des solutions.

54. M<sup>me</sup> Hossain a mis l'accent sur les principaux obstacles à l'accès à la justice, dans les systèmes formels et informels, et sur la nécessité de travailler avec les communautés et avec les professionnels du droit en vue d'éliminer ces obstacles. Les systèmes de justice informels existaient dans de nombreux pays et étaient souvent plus accessibles que les systèmes formels. Si les systèmes informels posaient certains problèmes liés à des préjugés internalisés et à des déséquilibres de pouvoir, il était possible d'y intégrer de meilleurs mécanismes, à la fois ancrés dans la vie locale et fondés sur les normes et valeurs internationales. Les programmes d'aide juridictionnelle avaient amélioré l'accès à la justice formelle, non seulement en offrant une représentation et des conseils juridiques, mais aussi en proposant des modes alternatifs de règlement des litiges. Il importait de renforcer les initiatives de démarginalisation par le droit au niveau communautaire et dans les langues locales, notamment en s'appuyant sur des assistants juridiques locaux, sur l'échange d'informations et sur une meilleure sensibilisation aux services et aux recours disponibles en vertu du droit national. La démarginalisation par le droit permettait de resserrer les liens entre les communautés et les institutions, autre moyen de lever les obstacles à l'accès à la justice. Il fallait également faciliter l'accès à la justice sur le plan financier, en offrant par exemple des services *pro bono* et des programmes d'aide juridictionnelle. M<sup>me</sup> Hossain a indiqué que les tribunaux devaient aussi réduire les coûts d'accès aux recours en justice, notamment grâce à la technologie. Pendant la pandémie de COVID-19, les tribunaux avaient montré qu'ils étaient capables de donner la priorité aux questions les plus pressantes dans les communautés. Il fallait également définir des priorités dans la planification stratégique de l'après-pandémie. M<sup>me</sup> Hossain a souligné qu'il importait d'ancrer la démarginalisation par le droit dans le tissu local, faute de quoi les services de l'État et de la société civile ne pourraient pas offrir un accès à la justice véritablement égalitaire. Les défenseurs et défenseuses des droits de l'homme qui participaient à l'administration de la justice au niveau local couraient souvent de grands risques, et il fallait garantir leur protection si l'on voulait réellement élargir l'accès à la justice.

55. M<sup>me</sup> Flanagan a déclaré qu'après que son seul fils, Clinton Allen, un jeune homme noir, avait été abattu par la police alors qu'il n'était pas armé, sa famille s'était heurtée à l'indifférence de la direction des services de police et du Bureau du procureur. Les familles de personnes décédées à la suite de violences policières étaient souvent tenues à l'écart des enquêtes de police et n'obtenaient ni réponses, ni indemnisation d'aucune sorte. Après des années de combat, Mothers against Police Brutality avait convaincu le procureur de district de créer un service des droits civils (*civil rights unit*), chargé d'enquêter sur les violences armées commises par des agents de police. L'impunité avec laquelle les représentants de l'ordre pouvaient faire usage d'une force excessive et meurtrière sur la population contribuait largement à la culture toxique qui caractérisait la plupart des services de police des États-Unis d'Amérique et trouvait sa source dans le racisme séculaire d'un pays où les Noirs représentaient 13 % de la population, mais où la proportion de Noirs tués par la police était plus de deux fois supérieure à celle des Blancs. La partialité qui présidait à l'usage de la force létale dans les activités quotidiennes de la police était largement attestée, certaines recherches ayant conclu que les décisions prises par la police lors des opérations de contrôle et de fouille étaient entachées de préjugés racistes persistants<sup>10</sup>. Si les manifestations et le travail de plaidoyer en faveur d'un changement politique pouvaient aboutir à une réforme progressive des pratiques de maintien de l'ordre, le défi ne pouvait être relevé qu'au moyen d'un mouvement national et d'une stratégie législative et politique de niveau fédéral. Il fallait adopter des orientations nationales sur le recours à la force létale et nommer des enquêteurs et des procureurs fédéraux spécialisés chargés des affaires de violences policières ayant entraîné la mort. Il fallait également indemniser les familles des victimes de violences policières. En conclusion, M<sup>me</sup> Flanagan a souligné que les violences policières étaient un fléau mondial, qui entachait le contrat social et auquel il fallait opposer solidarité et pression internationales. Elle a appelé l'ONU à agir, notamment en demandant la mise en place d'un solide mécanisme international de responsabilisation, à l'appui et en complément des initiatives déjà déployées pour mettre fin au racisme systémique aux États-Unis.

<sup>10</sup> Emma Pierson et autres, « A large-scale analysis of racial disparities in police stops across the United States », *Nature Human Behaviour*, vol. 4 (mai 2020), p. 736 à 745.

56. M<sup>me</sup> Rajamani a mis en lumière la manière dont les groupes de la société civile, en particulier les jeunes militants, saisissaient stratégiquement les tribunaux pour lutter contre les changements climatiques. Elle a évoqué trois vides laissés par l'Accord de Paris en matière de gouvernance réglementaire, que le public tentait de combler au moyen d'actions en justice stratégiques : un manque d'ambition, un manque de responsabilisation et un manque d'équité. Le manque d'ambition tenait au fait que ce texte imposait aux États de communiquer des contributions déterminées au niveau national, mais pas d'atteindre un objectif donné. Malgré l'accord conclu dans le cadre du Pacte de Glasgow pour le climat, les contributions n'étaient pas suffisantes pour atteindre les objectifs fixés par l'Accord de Paris. S'agissant du manque de responsabilisation, il n'existait aucun mécanisme permettant de demander des comptes au niveau individuel en cas de non-respect des objectifs définis. Enfin, le manque d'équité avait donné lieu à des plaintes concernant l'adéquation des mesures prises au niveau national, dont il ressortait que le fardeau de la lutte contre les changements climatiques n'était pas équitablement partagé. Un certain nombre d'actions en justice avaient permis de combler ces lacunes, notamment celles engagées par la Urgenda Foundation aux Pays-Bas, par Friends of the Irish Environment en Irlande et par Neubauer et d'autres en Allemagne, ou encore l'affaire portée devant la Cour européenne des droits de l'homme par un groupe d'enfants portugais. Ces actions étaient souvent le fait de jeunes militants, qui mettaient également en avant la question de l'injustice intergénérationnelle. Alors que les procédures judiciaires portant sur des questions climatiques visaient à susciter les changements d'orientation indispensables, peu aboutissaient, la plupart échouant pour des motifs procéduraux, par exemple en raison de l'absence de qualité pour agir, de la difficulté d'établir la causalité ou de l'absence de preuves scientifiques. Le meilleur moyen de faire aboutir une action collective mondiale de lutte contre les changements climatiques était un accord multilatéral global et contraignant, assorti d'objectifs communs, d'obligations concrètes, précises et adaptées, et de mécanismes garants de la transparence, de l'application du principe de responsabilité et du respect des obligations. Dans un écosystème comprenant à la fois des acteurs étatiques et non étatiques, ainsi que de nombreuses autres parties prenantes, dont des militants, les procédures judiciaires n'étaient qu'une petite partie de la solution. Un changement porteur de transformation était nécessaire, il viendrait de la conjonction de trois forces capitales : la législation, les actions en justice et le militantisme.

57. M. de Greiff a analysé les dimensions préventives des systèmes de justice, en s'appuyant sur les travaux de la Task Force on Justice, dont il faisait partie et qui avait mis en évidence la fracture judiciaire mondiale<sup>11</sup>. Il a évoqué ses travaux sur la justice transitionnelle, soulignant qu'il existait une forte corrélation entre les violations des droits de l'homme et les conflits, et a insisté sur la nécessité de garantir l'octroi de réparations en cas de violation des droits de l'homme afin d'empêcher que des violences ne se reproduisent. Dans ses rapports, M. de Greiff s'était concentré sur les mesures prises, non pas au niveau international mais au niveau national, car c'était au moyen des programmes nationaux que s'effectuait l'essentiel du travail de prévention<sup>12</sup>. Il fallait développer les activités de prévention et les concentrer en amont, les mesures préventives devant intervenir bien avant qu'il y ait un risque réel de crise. M. de Greiff a décrit ce qu'il faisait pour promouvoir une approche systématique de la prévention, par opposition à l'approche fragmentée adoptée par les organismes multilatéraux et internationaux. Selon l'approche systématique, il ne pouvait y avoir de changement social sans changements au niveau de la culture, des mentalités individuelles, des débouchés économiques et des relations sociétales en général. Il était donc nécessaire de passer d'initiatives indépendantes à un cadre qui ferait clairement apparaître les liens entre les différentes initiatives. L'appareil judiciaire était un élément important du cadre de prévention, et devait être considéré non seulement comme un mécanisme de réparation, mais aussi comme un mécanisme de prévention des problèmes et des griefs. Il importait de respecter les fonctions historiques des institutions et de faire en sorte que celles-ci soient représentatives et transparentes. Dans le domaine de la prévention, le problème n'était pas le manque de connaissances, les solutions à bon nombre des problèmes soulevés par les participants étant déjà connues, mais l'ignorance de la nature globale et

<sup>11</sup> *Justice for All: Final Report*. Voir également le paragraphe 6 ci-dessus.

<sup>12</sup> [A/HRC/30/42](#) et [A/72/523](#).



multisectorielle de la crise actuelle, et de la nécessité d'élaborer des plans et des mesures stratégiques coordonnés pour y faire face.

58. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont convenu qu'il était essentiel de s'attaquer au racisme systémique et à l'héritage colonial pour garantir un accès équitable à la justice et enrayer les spirales de la violence et de la déshumanisation. Ils ont parlé des problèmes que posait la discrimination mise en évidence par le recours accru au profilage algorithmique et à l'intelligence artificielle. Ils ont appelé à l'élargissement des espaces dans lesquels les victimes pouvaient s'exprimer et agir, et ont souligné que les processus participatifs et la coopération entre les acteurs internationaux et les acteurs locaux étaient essentiels au renforcement de la démocratie.

59. Les participants ont fait observer que le principe d'indépendance des professionnels du droit reposait par essence sur la reconnaissance du fait que les juges, les procureurs et les avocats devaient exercer leurs fonctions sans ingérence extérieure et être protégés contre les attaques, le harcèlement et les persécutions. L'accès à la justice dans les situations de conflit et d'après-conflit demeurerait difficile, si bien que les victimes plaçaient leurs espoirs de justice dans des institutions internationales telles que la Cour pénale internationale. Enfin, les participants ont encouragé les États et les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme à utiliser les indicateurs de l'état de droit des Nations Unies<sup>13</sup> comme un outil stratégique pouvant faciliter concrètement la réalisation de l'objectif de développement durable n° 16.

60. Les intervenants ont conclu en soulignant qu'il fallait mobiliser la solidarité internationale et redoubler d'efforts en matière de sensibilisation, d'éducation, de militantisme et de transparence à tous les niveaux pour faire évoluer les sociétés. Ils ont parlé de l'importance des liens entre les différentes parties prenantes, y compris les acteurs locaux de la société civile. Ils ont également souligné que l'ensemble des parties prenantes devaient conjuguer leurs efforts pour réduire les injustices.

## B. Recommandations

61. **Les États devraient s'attacher à réduire la fracture judiciaire en adoptant une approche de la justice axée sur l'être humain. Il s'agirait, pour ce faire, de tenir compte des besoins des justiciables, d'imaginer des solutions pour y répondre et de remédier aux déséquilibres de pouvoir existants, en rendant les systèmes de justice plus inclusifs, plus accessibles et plus réactifs, étant entendu que le respect de l'état de droit est essentiel pour lutter contre les multiples formes croisées de discrimination.**

62. **Les États et les acteurs de la société civile devraient tirer parti des systèmes de justice coutumiers et informels existants et de leur légitimité auprès des populations. Ils devraient exploiter les possibilités offertes par ces systèmes, afin notamment d'améliorer l'accès des femmes et des populations marginalisées à la justice, sans pour autant méconnaître les problèmes inhérents à de tels systèmes, notamment les préjugés et les déséquilibres de pouvoir. Des efforts devraient être faits pour favoriser l'émergence, dans les systèmes coutumiers et informels, de nouveaux mécanismes qui soient ancrés dans la vie locale et conformes aux normes internationales applicables aux droits de l'homme.**

63. **Lorsqu'ils prennent des mesures face aux changements climatiques, les États et toutes les autres parties prenantes devraient avoir à l'esprit que la question des changements climatiques est indissociable de celles de l'équité, de la justice et de l'état de droit, comme l'illustre le concept de justice climatique. Cela suppose de veiller à ce que les solutions apportées soient fondées sur les droits de l'homme et sur les principes de l'égalité, de la non-discrimination, de la participation des populations les plus touchées, du partage équitable des coûts, des charges et des retombées positives, de la responsabilité et de l'état de droit. Toute mesure de prévention, d'intervention,**

<sup>13</sup> Voir [https://www.un.org/ruleoflaw/files/un\\_rule\\_of\\_law\\_indicators.pdf](https://www.un.org/ruleoflaw/files/un_rule_of_law_indicators.pdf).

d'atténuation ou de réparation doit prévoir la responsabilisation des pollueurs, l'octroi de réparations aux victimes et la protection des personnes vulnérables.

64. Les juges, les avocats et toutes les parties à des procédures judiciaires concernant des questions climatiques devraient s'appuyer de manière stratégique sur les conclusions scientifiques les plus récentes et les plus largement admises et sur tous les cadres juridiques internationaux existants qui traitent des obligations de diligence raisonnable des États, y compris, mais pas uniquement, les obligations consacrées dans le droit international des droits de l'homme et les accords relatifs aux changements climatiques.

65. Les États devraient garantir aux avocats et aux acteurs de la société civile engagés dans des procédures judiciaires concernant des questions climatiques un environnement de travail sûr et favorable, notamment en préservant le droit d'accès à l'information, en particulier l'information relative à l'environnement, au climat, aux sciences et aux impacts sur l'environnement. Les avocats et les acteurs de la société civile qui bénéficient d'un tel environnement de travail devraient développer et entretenir des réseaux de juristes spécialistes du climat habilités dans diverses instances et juridictions, ce qui permettrait de renouveler l'argumentation juridique et de coordonner les poursuites entre les différentes juridictions.

66. S'agissant de l'accès à la justice des familles de personnes d'ascendance africaine tuées par des membres des forces de l'ordre, les États devraient veiller à ce que ces derniers soient tenus responsables, remédier au déficit de confiance et renforcer le contrôle institutionnel, conformément au programme de transformation pour la justice et l'égalité raciales présenté par la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme<sup>14</sup>. Plus précisément, des mesures solides sont indispensables pour mettre fin à l'impunité et faire en sorte que les victimes et leurs familles obtiennent justice et réparation conformément au droit international des droits de l'homme.

67. Les États devraient enquêter sans tarder et de façon efficace et impartiale sur chaque allégation de violation commise par un membre des forces de l'ordre, imposer des sanctions proportionnées et offrir des garanties de non-répétition. Ils devraient en outre examiner l'importance centrale que revêt la lutte contre la discrimination, les stéréotypes et les préjugés racistes dans les mesures de responsabilisation. Les États devraient également publier des données, ventilées par race ou origine ethnique des victimes, sur le profilage racial, les décès et blessures graves imputables aux forces de l'ordre, et les poursuites et déclarations de culpabilité correspondantes.

68. Les États doivent respecter le droit des familles touchées par des violations commises par des membres des forces de l'ordre de connaître la vérité, d'obtenir justice et de demander la garantie que ce qui est arrivé à leurs proches ne se reproduira pas. Ils devraient mettre en place et doter en ressources des mécanismes indépendants chargés d'aider les familles et les populations concernées à accéder à la vérité et à la justice, notamment au moyen d'une aide juridictionnelle et d'une assistance spécialisée. Les États devraient faire en sorte que les familles aient qualité pour agir et prendre des mesures pour protéger les témoins, les victimes et leurs proches ainsi que les enquêteurs contre les menaces, les attaques et tout acte de représailles. Ils devraient également veiller à ce que les familles puissent bénéficier de programmes d'indemnisation des victimes et de services d'aide psychosociale et d'accompagnement du deuil.

69. Les États et les autres parties prenantes sont encouragés à coopérer avec le Mécanisme international d'experts indépendants chargé de promouvoir la justice et l'égalité raciales dans le contexte du maintien de l'ordre partout dans le monde<sup>15</sup>.

70. La communauté internationale, les États, la société civile et toutes les parties prenantes devraient avoir à l'esprit le rôle essentiel que peut jouer la justice transitionnelle dans la prévention des violations des droits de l'homme, de la violence et des conflits. La fonction préventive des garanties de non-répétition, en particulier,

<sup>14</sup> Voir [A/HRC/47/53](#) et document de séance connexe ([A/HRC/47/CRP.1](#)).

<sup>15</sup> Voir résolution 47/21 du Conseil des droits de l'homme.

devrait être reconnue et il faudrait élaborer et financer des initiatives nationales visant à impulser des changements au niveau des institutions de l'État, à donner des moyens d'action à la société civile, à soutenir la culture, à faire changer les mentalités individuelles et à créer des débouchés économiques. Il s'agirait par exemple de mettre en place des initiatives destinées à réformer la constitution, notamment pour renforcer l'indépendance de la magistrature, à protéger la société civile et à lui donner davantage de poids, à réformer l'enseignement et à soutenir le secteur de la culture et à appuyer l'autonomisation économique.

71. La communauté internationale, les États, la société civile et toutes les parties prenantes devraient adopter un cadre permettant la planification systématique et ordonnée d'une politique générale de prévention qui serait élaborée en amont du risque de crise et mettrait en relation tous les niveaux d'intervention et tous les acteurs concernés, y compris la société civile. Dans ce contexte, l'appareil judiciaire devrait être considéré non seulement comme un mécanisme de réparation, mais aussi comme un mécanisme de prévention des problèmes et des griefs.

72. Le Conseil des droits de l'homme et tous les mécanismes de défense des droits de l'homme devraient faire admettre par tous l'importance que revêt la protection des professionnels du droit et s'appuyer systématiquement sur les Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature, les Principes de base relatifs au rôle du barreau et les Principes directeurs applicables au rôle des magistrats du parquet, et demander qu'ils soient appliqués.

73. Compte tenu du caractère essentiel que revêtent les questions relatives à l'état de droit et à l'accès à la justice dans le cadre de la protection des droits de l'homme et de la prévention des violations de ces droits, le Conseil des droits de l'homme devrait se pencher plus régulièrement sur ces questions, demander qu'elles soient examinées dans le cadre des mandats existants et envisager de nouveaux moyens de faire avancer les débats sur l'état de droit et l'accès à la justice.

74. La communauté internationale, les États, la société civile et toutes les autres parties prenantes devraient envisager de réunir les donateurs qui contribuent au financement des initiatives de promotion de l'accès à la justice en vue de recenser les domaines dans lesquels les financements sont insuffisants et de déterminer la meilleure façon de mettre en commun les ressources et d'exploiter stratégiquement les programmes existants pour rendre les systèmes judiciaires plus inclusifs, plus accessibles et plus réactifs, y compris en appliquant les recommandations formulées dans le présent rapport.

## VII. Conclusions

75. En conclusion, la Présidente de la troisième session, M<sup>me</sup> Beagle, a remercié toutes les personnes présentes, salué les contributions des intervenants et animateurs, félicité le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour l'organisation de la troisième session du Forum et félicité également les principaux auteurs de la résolution sur les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit. Elle a rappelé les déclarations faites par la Présidente du Conseil des droits de l'homme et la Haute-Commissaire, qui avaient décrit la symbiose entre les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit. Elle a évoqué la fracture judiciaire dont faisaient les frais plus de cinq milliards de personnes dans le monde, généralement les plus marginalisées ou les plus exclues.

76. La Présidente a pris note des principaux points soulevés lors des débats. Elle s'est félicitée que de nombreux intervenants aient convenu, au cours de la session, que l'accès à la justice était un principe cardinal de l'état de droit, qu'il était essentiel de pouvoir compter sur un espace civique ouvert et sur une véritable participation du public et que les systèmes de justice devaient être abordables, accessibles, indépendants, transparents et responsables afin d'entretenir la confiance du public en les institutions. Elle a rappelé que les personnes vulnérables rencontraient des obstacles structurels et pratiques à l'accès à la justice, notamment des préjugés conscients et inconscients, et a souligné la

nécessité de mettre en place des dispositifs d'aide juridictionnelle efficaces et de sensibiliser davantage les membres du public aux droits qui étaient les leurs et aux services auxquels ils pouvaient prétendre. La justice devait tenir compte des questions de genre et répondre aux besoins des femmes et des filles dans toute leur diversité. La Présidente a souligné la nécessité de reconnaître le principe du pluralisme juridique tout en assurant le respect du droit international des droits de l'homme. Elle a également souligné combien il était important de prévenir les crises et de s'y préparer. S'il était impératif d'investir dans les systèmes judiciaires et les outils technologiques, ces derniers devaient être inclusifs et respectueux des droits de l'homme. Si l'on voulait que les victimes obtiennent réparation et que des solutions soient trouvées aux problèmes systémiques tels que le racisme, les préjugés persistants et les actes répréhensibles commis par des agents des forces de l'ordre, il fallait se doter de systèmes judiciaires non discriminatoires. La démarginalisation de certaines populations par le droit était cruciale pour impulser un changement social salubre, notamment en matière de gouvernance climatique.

77. Concluant des discussions qui avaient été fécondes, la Présidente a réaffirmé la nécessité de placer l'être humain au cœur des systèmes judiciaires. L'accès effectif à la justice était un aspect central de la gouvernance démocratique et un élément essentiel à l'avènement de sociétés résilientes et fondées sur les droits. L'inclusion de celles et ceux qui avaient pu être marginalisés ou laissés pour compte devait être une priorité. Il fallait prendre des mesures pour protéger l'indépendance de la justice. Si l'innovation présentait un intérêt majeur, il fallait veiller à ce qu'elle ne creuse pas davantage la fracture numérique et ne porte pas atteinte aux droits de l'homme. Il fallait redoubler d'efforts pour collecter des données désagrégées afin que les décisions de justice puissent se fonder sur une base factuelle solide, et les solutions devaient être pilotées à l'échelle nationale et adaptées aux contextes particuliers et aux vies quotidiennes des gens. La Présidente a souligné qu'il fallait coopérer avec les systèmes de justice coutumière et informelle, tout en veillant à ce que ces derniers respectent les normes internationales et les droits de celles et ceux qui risquaient d'être marginalisés dans les structures de pouvoir traditionnelles. Soulignant que les causes et les effets des changements climatiques, ainsi que les mesures nécessaires pour y remédier, étaient inextricablement liés aux questions d'équité, de justice et d'état de droit, la Présidente a fait observer que le concept de justice climatique évoluait. Le respect du principe de la primauté du droit était particulièrement important en ce qu'il permettrait de mettre en place des stratégies de relèvement post-pandémie fondées sur les droits et contribuerait à rétablir le contrat social dans les États et entre eux. Des lois et des institutions efficaces pourraient favoriser la reprise économique, améliorer l'état de préparation aux crises futures, permettre de s'attaquer aux causes profondes de la corruption, de la fragilité et des inégalités et contribuer à la transition vers un modèle de développement plus écologique et plus résilient face aux changements climatiques. Ces questions devaient être abordées de manière plus systématique et moins cloisonnée, dans le cadre de démarches multipartites et multidisciplinaires. En conclusion, rappelant que l'accès à la justice et l'état de droit étaient des piliers des travaux du Conseil des droits de l'homme, la Présidente a souligné que les participants aimeraient voir le Conseil examiner plus régulièrement ces questions et suivre activement l'application des recommandations du Forum.